

Ukraine et UE : la sourde angoisse agricole

Même si elle prend des années à se concrétiser, l'adhésion de l'Ukraine à l'Europe entraînera forcément un big bang de la PAC

PAR BÉATRICE MATHIEU

GRAND REPORTER ÉCONOMIE

Il y a les raisons stratégiques, sécuritaires, civilisationnelles. Et puis les équilibres et les crispations économiques. Derrière le processus d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, une question est passée sous silence. Avec ses règles actuelles – vote à l'unanimité sur les sujets fiscaux, absence d'harmonisation sociale, insuffisance du budget et son allocation –, l'UE est-elle assez solide pour cette nouvelle étape, même si elle n'interviendra pas avant des années ? L'Ukraine n'est pas le Monténégro ni la Macédoine du Nord, deux autres candidats à l'adhésion. C'est une grande nation agricole, dont la puissance verte représente près de 15 % du produit intérieur brut et emploie plus de 20 % de la main-d'œuvre. Or la Politique agricole commune (PAC) est le premier poste de dépenses de l'Union. A budget de la PAC inchangé, on imagine déjà le big bang dans l'allocation des aides.

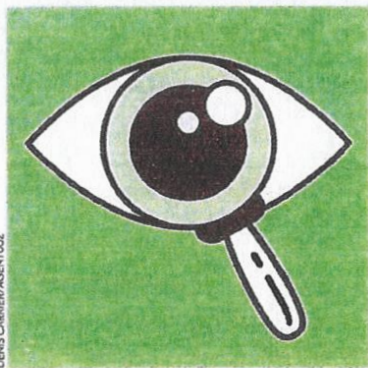
Le sujet agricole est inflammable. En juin 2022, alors que les ports de la mer Noire se fermaient, l'Europe ouvrait ses portes aux productions ukrainiennes pour aider Kiev à exporter : fini, les droits de douane et les

quotas. Mais face à l'affut de céréales ukrainiennes bon marché, la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie ont bloqué les importations.

Or l'Ukraine est aussi un poids lourd dans le sucre, la volaille, les œufs... En un an, les exportations de poulet vers l'Union européenne ont bondi de 150 %. Celles de sucre ont été multipliées par 15. En France, la filière œuf a tiré la sonnette d'alarme, redoutant l'arrivée massive de produits de qualité médiocre alors que la grippe aviaire fait toujours des ravages dans les élevages français et que de nouvelles normes imposées par Bruxelles vont nécessiter de lourds investissements. Les deux plus gros producteurs ukrainiens, Avangard et Ovostar, tous deux cotés en Bourse, pèsent

chacun entre trois et cinq fois plus que les plus grandes coopératives françaises. Ils ne respectent ni les mêmes règles environnementales, ni les mêmes règles sanitaires que les producteurs tricolores, tandis que le salaire minimum ukrainien dépasse tout juste les 200 euros mensuels.

Alors que l'adhésion de l'Ukraine à l'UE est une nécessité pour la sécurité stratégique du continent, il faudra auparavant régler la question agricole. Aux Pays-Bas, le mouvement paysan Boer Burger Beweging, populiste et anti-européen, s'est déjà imposé comme une force politique. Faire l'autruche risque de se payer cher dans les urnes. *



DANS CARREAU/AGENCY002